L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION DURANT L'ETE:
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 4 JUILLET 1837.

LE QUATRE JUILLET.

Le canon retentit d'un bout de l'Union à l'autre; partout les citoyens courent aux armes; et l'allégresse publique annonce l'aurore du plus beau jour; c'est le quatre juillet, c'est l'anniversaire de l'indépendance d'un grand peuple!

Mais, si l'Amérique voit dans le 4 juillet une fête de famille: si ce jour lui retrace des jours glorieux où, luttant corps à corps avec le colosse britannique, elle eut, par sa constance, par ses sacrifices, par ses combats, conquérir son indépendance; si, disons-nous, le 4 juillet consacre tant de faits mémorables; cette grande journée est aussi pour les autres peuples l'entrée d'une ère nouvelle. Aux idées d'indépendance, s'est jointe celle de liberté; et juillet a retenti dans la vieille Europe, comme un tonnerre menaçant pour les trônes. L'exemple d'un peuple régi par les lois; d'un peuple se donnant ces lois, n'a pas été perdu; et le cri de liberté, proclamé en Amérique, est devenu le cri de ralliement des peuples!

Chaque nation a eu ses fêtes nationales; et presque toutes celles qui en sont illustrées, ont choisi dans leurs fastes historiques les époques les plus brillantes, pour en célébrer le retour, et pour en perpétuer ainsi la mémoire. La gloire fut le seul but de ces jours, mais l'esprit qu'on lui prodiguait était nécessairement souillé de larmes et de sang! Il n'en est pas ainsi de notre quatre juillet; et, s'il rappelle une lutte glorieuse, il n'en précise qu'un fait, qu'un résultat, la proclamation de l'indépendance! C'est un cri d'allégresse, c'est l'expression d'une joie sans remords! Si l'on considère ensuite les conséquences d'une telle déclaration, si l'on en calcule les effets sur le bonheur futur du monde, on ne peut s'empêcher d'y voir l'aurore de la liberté des peuples. Juillet a vu consacrer notre pacte fédéral; il a vu naître l'union de colonies hétérogènes qui n'ont plus fait qu'une grande et forte nation; il a vu couler deux fois à flots le sang antique des Bourbons, dont les rejetons ont été naguère un lâche abandon trônes absolus; enfin, juillet est devenu comme la borne où s'est arrêté le système féodal, et d'où s'est élancée la liberté!

Célébrons donc cette fête nationale devenue la fête des peuples! Qu'un saint enthousiasme réchauffe dans tous les cœurs les sentimens qui animèrent les fondateurs de l'indépendance! N'oublions pas surtout que chez eux l'amour de l'humanité se confondit avec l'amour de la patrie; et que l'univers fut celle de Franklin et des Jefferson, dont les hommes furent les frères! Ne rétrécissons pas le cercle immense qu'em brassa leur pensée d'indépendance; et ne cessons jamais de considérer le 4 juillet, comme le premier anneau de la grande chaîne qui doit un jour unir les peuples, sous l'empire de la liberté!

Nous apprenons que dans la procession qui aura lieu aujourd'hui, pour la célébration de 4 juillet, se trouvera une pièce forme montée sur des roues et traînée par six beaux chevaux, sur laquelle on verra travailler les ouvriers de diverses professions, sur l'autre, des imprimeurs avec leur presse, imprimant la *Déclaration de l'Indépendance*, dont les exemplaires seront distribués au peuple.

NOTA. Nous sommes priés de la part de la société Typographique à inviter tous les membres et généralement tous les typographes de la ville à se rendre à la cérémonie.

Le Conseil de la première municipalité s'est assemblé hier au soir. Dans son message, le maire renvoie au conseil la résolution adoptée pour ordonnancer le paiement de la commission d'enchère due à M. Duville, pour la vente des propriété du faubourg Trémé. L'objection du maire est fondée sur ce que cette vente n'est pas encore consommée et que le cahier des charges n'en a pas été signé sous les conditions. Les terrains qu'leur ont été adjugés auront sans doute à être revendus à leurs risques et périls. Le conseil, prenant ces observations en considération, renvoie cette résolution au comité judiciaire.

Le maire demande l'autorisation de compléter, au nom de la première Municipalité l'acquisition de la propriété de M. Mager. Le conseil, après discussion, lui confère les pouvoirs nécessaires.

Dans la troisième partie de son message, le maire recommande la construction d'un aqueduc pour verser les eaux du canal Claiborne dans le canal Carondelet. Cette mesure est aussi utile ce quartier de la ville. Renvoyé aux comité des améliorations.

Le maire se plaint au conseil de la conduite de la banque des Amériques envers la 1re. municipalité. Il prétend que cette institution manifeste le desir de se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs envers la ville, ou qu'elle montre une défiance qui n'a point de fondement. Sous ce point de vue, il recommande au conseil de recourir aux voies légales et demande l'autorisation de nommer un avocat pour instituer des poursuites contre la banque. Cette partie du message est, après de vifs débats, renvoyée au comité judiciaire.

Le dernier article du message transmet au conseil une lettre de M. Bandgrod relative à la façade en bois construite par Mrs. Toole & Barrière au magasin qu'ils occupent dans la rue del Chartres, contrairement aux ordonnances existantes sur ce sujet. Une première motion pour ordonner le dépôt de cette lettre sur le bureau, est rejetée par le conseil. Pendant la discussion d'une seconde motion, tendant à dispenser Mrs. Toole & Barrière de l'exécution de cette partie des ordonnances, le conseil s'ajourne à lundi prochain.

Les trois dernières nuit's ne nous ont rien apporté de nouveau, sinal que les arrivages de la Havane, et du Mexique.

Notre correspondant de Savannah nous apporte l'arrivée d'un bateau à vapeur parti du Black Creek le 23 juin, qui n'annonce rien de nouveau à l'égard des Indiens. On était d'opinion que les Indiens casseraient pour le moment leurs hostilités; qu'ils s'étaient retirés au Sud de Fort Mellon et du lac George, où ils avaient planté beaucoup de maïs, en outre de la grande provision qu'ils avaient reçue du gouvernement, avec des munitions. On est en conséquence porté à croire qu'il se préparent à une prochaine attaque.

L'insuffisance des troupes empêchera tout mouvement avant l'automne, époque à laquelle il sera urgent d'arrêter les dépréd'ations des Indiens, qui se jetteront sans doute sur les récoltes de maïs des habitans.

Les nouvelles reçues à notre correspondant du Havre, d'une lisme de journaux français jusqu'au 17 de mai, qui nous sont parvenus hier par le cornet du Nord. Les nouvelles qu'ils contiennent ont été antiripées par celles que nous avons reçues par la voie du Nord.

Bruxelles, l'assassin du roi, conduit le 13 de mai chez le préfet de police qui l'avait fait appeler dans son cabinet, pour savoir quelle résidence il voulait choisir, a déclaré positivement qu'il voulait se rendre à la Nouvelle Orléans; il a été reconduit à la concierge où il devait demeurer jusqu'à son départ de France. Nous devons donc, d'un moment à l'autre nous attendre à le voir arriver.

Le décret adopté par le congrès général du Mexique que nous publions aujourd'hui, sous la date de Tampico, du 30 juin 1837, semble vouloir jeter le gant au gouvernement des Etats-Unis, qui, de son côté, a toujours agi avec une modération qui n'a été due qu'à l'égard qu'elle a pour la faiblesse de ce gouvernement, pour les ouvrages qui ont été sans cesse comme sur la propriété et les propriétés des citoyens américains. Veulent aujourd'hui répéter ces insultes en prononçant la mission sandrenaine, en lui dictant des lois, est par trop impudente, pour un gouvernement qui ne peut soutenir une guerre de soldats texiens! Le congrès mexicain a-t-il bien réfléchi à la fausse position dans laquelle peut l'entraîner ce décret, et aux conséquences qui peuvent résulter d'une semblable arrogance? Ne sait-il pas, que le gouvernement des Etats-Unis, toujours prudent dans sa marche, et dans ses relations de puissance à puissance, peut en laisser à la fin et lui imposer le châtiment que lui méritent des provocations et des insolences aussi souvent réitérées? Que ce gouvernement apprenne donc que les Etats-Unis n'ont jamais été disposés à se laisser dicter des lois sur la marche que son honneur et son rang lui prescrivent. Qu'il sache enfin, ce gouvernement, que si le Texas, par ses manques de moyens, avait différé pendant de longues années à secouer le joug, de dispotisme sous lequel on voulait l'asservir, et à chatier à la fin ces oppresseurs, les Etats Unis, d'un moment à l'autre, sauront se faire justice à leur tour des vexations qu'depuis vent nous les jours au Mexique les citoyens américains.

TAMPICO, 21 juin 1837.

Ce qui suit m'a été remis par le gouverneur de cette place, je vous en fais parvenir une copie par la gobletter *Water Witch*.

(Signé) Colonel Louis Gonzago Viegra, gouverneur du département de Mexico.

"Le décret suivant du département de cet Etat pour les relations extérieures, m'a été communiqué.

"Jose Esteban, président de la république du Mexique, vient de m'adresser le décret suivant:

"Le président de la république Mexicaine, à ses habitans. Qu'il soit connu que le congrès général a décrété ce qui suit:

ARTICLE. Le gouvernement est, et demeure autorisé d'entrer en compromis pour les réclamations que le gouvernement des Etats Unis a mis de faire, ou pourrait faire à l'avenir et celles sur lesquelles on ne jourra s'entendre devront être soumises, à la décision d'une puissance amie. Le gouvernement des Etats Unis devra consentir à cela.

ART. 2. Le gouvernement est de plus autorisé en cas de refus du gouvernement des E ats Unid'Amérique de donner dans un temps déterminé, la satisfaction que nous avons droit de demander conformément au traité, et si les agressions déjà commencées, continuaient de fermer les ports ou commerce de la dite nation, de prohiber l'introduction et l'usage de ses manufactures, de fixer une époque pour la consommation ou l'exportation de celles qui existaient dans ce pays, et d'adopter tous les autres moyens nécessaires pour effectuer les dites mesures et obtenir à la défense de la république.

MICHEL VALENTIN, président.
TISSALEGO, représentant et sec.
RAPHAEL MONTALVA, représentant et secrétaire.

En conséquence, j'ordonne que le dit décret soit imprimé, publié, promulgué.

Palais du gouvernement à Mexico, le 20 mai 1837.

ANASTASIO BUSTAMENTE.

A don Louis Gonzago. Cuevas. Que la communique à votre excellence, afin qu'elle en soit informée et quelle agisse en conséquence.

Dieu et Liberté, Mexico 20 mai 1837.

A une excellence, le gouverneur du département de Monterey.

Et afin que chacun en ait connaissance, j'ordonne que le décret ci-dessus soit publié comme loi dans cette métropole, et dans toutes les villes et villages de ce département, et qu'il soit adressé à tous ceux que cela concerne.

Donné à Mexico le 26 mai 1837.

LOUIS GONZAGA VIEGRA.
L. GABRIEL SAGASITA, sec.

Malgré ce décret publié par le gouvernement, je suis d'opinion que toutes les difficultés existant entre la deux nations seront arrangées à l'amiable.

La cordelera, apportant des espèces, n'était pas arrivée à l'île espinar, mais elle était attendue sous peu; le capit en tout est tranquille dans la république. On croit que le commandeur Dallas a passé devant ce port, en se rendant à la Vera-Cruz.

NOUVELLES DE LA REPUBLIQUE CENTRALE.

Nous recevons de la république centrale des nouvelles qui nous paraissent d'autant plus intéressantes qu'elles semblent confirmer tout ce que nous avions précédemment conçu d'avantageux sur la présidence de Morazan. Ce grand citoyen a connu, en mettant au pouvoir, toute l'étendue de ses obligations: c'est tout nous annonce qu'il ne sera pas au dessous de sa position.

ETATS UNIS DE LA REPUBLIQUE CENTRALE.

Par l'arrivée de la goélette Yago, capt. Martin, en 7 jours du port d'Omoa nous recevons de cette république des nouvelles à la fois satisfaisantes et affligeantes; parceque le choléra morbus asiatique y faisait de grands ravages et qu'il s'y montrait fort dangereux: Le congrès général avait formé précipitamment sa session les membres s'en étaient dispersés et avaient abandonné la capitale. Cependant, au départ de la Fogo d'Omoa, l'on savait dans ce port que l'épidémie allait en diminuant et que dans l'état de Guatemala il n'avait entièrement disparu.

Les progrès que fait ce pays pour l'établissement d'une liberté philosophique, sont grands; et ils sont dûs à la puissante et bienfaisante influence du général Morazan le président actuel, qui mérite toute sorte d'éloges pour l'excellent usage qu'il a su faire de sa popularité en faveur de son pays.

La tolérance religieuse dans toute sa latitude; l'abolition des dîmes, et celle des ordres monastiques; la liberté illimitée de la presse et le jugement par jury d'accusation sont les principales institutions qui ont été établies par le congrès fédéral. Lexington et l'établissement de collèges et d'établissemens scientifiques donnent des espérances fondées pour le bonheur public et pour la propagation d'une utile colonisation. Des circonstances si favorables ne laissent guères de doute sur la prospérité du pays sous l'égide d'un homme qui possède les moyens de réformer et le désir sincère de la réforme.

Nous savons de bonne source que l'un des projets auquel on occupe le plus la pensée du général Morazan est la réalisation d'un canal par le lac Nicaragua pour la communication des deux Océans. C'était un des objets dont devait occuper le congrès dans la présente session afin de prendre les moyens de terminer cette grande question. Si comme nous n'en doutons plus Morazan ajoute cet immense service à tous ceux qu'il a déjà rendus à la patrie, il aura bien mérité des Américains.

Nous venons d'apprendre que M. J. F. Pépin, secrétaire de la compagnie d'améliorations du faubourg Franklin, relative, au canal qui a été tracé sur la rue Roman et qui devait se terminer au lac Pontchartrain, est décidé à ne point continuer les travaux de cette compagnie pour le paiement de laquelle il a été souscrit. Le premier acompte de 5 pour cent a été payé par les souscripteurs, mais il paraît que les fonds ainsi versés ont été employés à d'autres objets que ceux pour lesquels ils avaient été souscrits. Nous ne savons pas si cette mesure est légale, mais elle nous paraît juste et nous ne pouvons que l'approuver.

Sur quelques observations du Diario de Mexico

Nous voyons dans l'*Universal* du 18 avril, que notre article sur la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique espagnole nous a valu les honneurs d'une boutade de la part du *Diario del Gobierno*, qui a oublié sa coutoisie et sa dialectique accoutumées, pour se livrer à une petite colère fort mesquine. Il a oublié aussi, ce bon Diario, que la mauvaise humeur nuit au raisonnement et que même elle fait voir trouble dans les questions les plus simples. Par bonheur pour nous l'*Universel*, a eu la généreuse attention de nous épargner notre article, en insérant celui du Diario; et nous avons eu, par ce moyen, la chance d'être jugés sur pièces, et de voir les accusations qu'on nous faisait intentées s'émousser d'elles mêmes aux yeux de nos lecteurs qui auront bien voulu nous lire avec impartialité.

Notre article, au dire du Diario, qu'il fait ob *iroto*, et dépôt de ce que le traité avec l'Espagne va revoir à l'Amérique son commerce de trenat ou d'exercice, et anantir l'écoulement des produits d'une in *dustrie naissante*. *Bone Deus!* le beau motif de colère pour un rédacteur de gazette! Dit donc avec sang froid laissé percer notre dépit? Serait ce par hasard, en disant que les produits espagnols ne peuvent obtenir la préférence sur ceux de France, surpassent en fait d'aune de vin et de vins? Serait-ce en disant que, quant aux autres produits de l'industrie, l'intérêt, plus puissant que les préjugés, ferait préférer aux Français les relations directes avec l'Angleterre et l'Amérique aux relations détournées avec l'Europe? Quels objets de scandale pouvaient donc fournir de tels objets de science? Non, ce n'est pas à ce qu'il paraît le Diario! c'est la crainte que nous exprimions sur l'influence des classes privilégiées, essentiellement nuisibles aux souverains espagnols! Mais, dirigez-vous, M. du Diario, observer qu'à la date de notre article vous balanciez encore sur les termes de votre nouvelle constitution; et que vous mettiez en avant *les Annals de Santa* Anna à gouverner la république, nous, républicains du Nord, nous pouvions bien concevoir quelques doutes sur l'issue d'un grand qui, suivant les forts du Mexique à tous les réfugiés espagnols, ne pouvait sairement y renforcer ce que nous nommons le parti prêtre; alors que ce parti, dominant, tout provisoire, qu'il soit, pouvait l'influence cléricale qui, soit dit sans vous offenser, a singulièrement influé sur quelques assemblées de votre constitution. Que ignorans que vous nous trouviez sur les choses du Mexique, nous en savons assez pour considérer *ya fuerte*, ce dénonciations d'un gouvernement ami, comme une infraction à toutes les conditions d'un gouvernement ami, comme une infraction à toutes les lois, et une guerre, protégeant les pirates et les flibustiers, tant pis être grand logician pour en conclure que le gouvernement fait au Mexique tout le contraire de ce qu'il a au Texas! Bien que vous ayez pu vous tromper, M. du Diario, nous n'est pas sur l'arrière pensée, nous n'épiaser bien moins que notre ignorance se soudait d'être sur l'influence monarchie, et sur la grande quantité de moines font une guerre sourde à toutes nos institutions républicaines; quantité qui recrutés des migrations d'Espagne fût devenue chaque jour plus hostile à vos institutions!

Nous regrettons sincèrement que le Diario soit descendu à un ton de discutie incorrect, qui, mais il est à croire que, sous les auspices d'un gouverne ment plus éclairé, l'esprit que c'est pas l'un combat raisons et non par des mots des préjugés du peuple des opinions. Sur ce point des préjugés du peuple Mexicain, nous avions exprimé une vérité sans en rien induire que des généralités, et que les premiers habitans de New-York aient eu non les préjugés, ce n'est pas détruire nos prémisses, et les laisser nos conclusions dans toute leur force, quant à la nécessité d'éclairer le peuple sur ses véritables intérêts commerciaux. Nous pensions bien, quoique nous ne l'eussions pas exprimé, que l'ignorance du peuple était, pour certain parti, un moyen de gouvernement; mais puisque le Diario s'est excusé de la guerre de deux jours, de l'excessif abandon de la liberté en matière d'instruction publique, pour en revenir à une branche importante, nous prendrons la liberté de lui dire, que déjà plusieurs fois l'on a fait en détail en matière d'instruction publique, pour en revenir en masse, nous le *glorieux* immédiat Cornel, que ce qui, sauf le respect dû aux bonnets docteuraux de toutes des couleurs, est un peu en arrière des méthodes usuelles.

Nous éprouvons un véritable regret d'avoir à nous défendre contre une prétendue réputation qui ne nous appartient pas, et nous prions Mrs des rédacteurs du Diario, de vouloir bien considérer que ce n'est pas contre des ombres que nous avons appris d'eux à lutter dans leurs colonnes d'hier qu'ils ont, et l'écolier qui a dix-huit ans sort du collège, peut, il le croit du moins, dédier toutes les illusions de ce monde. N'a-t-il pas appris à en connaître les fausses couleurs, et à ne point se laisser prendre à ces jeux de lumière? Il a vu avant de connaître la vie, à vingt ans il se prosterne devant le veau d'or, en disant: mon Dieu! soyez-nous propice: ce je ne crois ni à l'un ni à l'autre, mais je crois à l'or, et je vous en offre un peu! Il a la gloire, cet écolier, d'avoir, à dix-huit ans, deviné la polémie du Diario, qui, n'ayant aucune passion enfin, puisque l'homme est né pour boire et manger la plus possible: soyez moi donc propice à nous Dieu, si toutefois vous avez encore quelque chose à nous donner, nous une épée pour aller au combat, non pas nous plus s laurier du poète ou du guerrier, mais un bon plat de viande, un bon vin, et la tranquillité sous ses baisers. Marie Marie, il faut que je vous quitte, vous le voyez, pour un plat et un verre d'eau! Et puis, ce sera pour moi le meilleur parti que j'ai pu prendre, car je pourrai me procurer et sous la surveillance du monde de finance!

Sur la question de l'adoption, l'appel nominal demandé par Mr. Montamat a produit le résultat suivant:

Mrs Davisenard, Marigny, Bertrand, Kilshaw et Maudict, ont voté dans l'affirmative. 5 ont voté Mr. Prévost et Montamat dans la négative.

M. Kilshaw a présenté une ordonnance dont l'objet est de faire élargir la levée; cette ordonnance a été mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Sur motion de M. Kilshaw et après dispensation des règles,

Résolu que le voyer est autorisé à acheter de M. Turner, pour la somme de cinquante piastres, certaines marches en ma'on qui bornent par un et qui sont maintenant employées pour la construction du marché Washington; pourvu que lesdites marches soient bien conditionnées et qu'elles soient jugées par le voyer nécessaires à la municipalité; et pourvu aussi que le prix du tout complet, n'excède pas la somme de $250, ou tel autre prix qui pourra être fixé par le conseil.

M. Livingston est d'opinion que dans le cas où l'achat aurait lieu, le voyer n'en certifiera le montant qu'après en avoir été légalement mis en possession.

Sur motion de Mr Kilshaw et, après dispensation des règles,

Attendu que les travaux publics d'une importance majeure ne peuvent être entrepris pendant ce temps de chaleur accablante,

Il est résolu que ce conseil s'ajourne jusqu'au second lundi prochain, à 6 heures de l'après-midi; que l'ajournement est néanmoins sujet à être annulé par la proposition et résolution subséquente d'un des membres; et que, conséquemment, le conseil s'est ajourné conformément à l'ordonnance ci-dessus.

Pour copie conforme.
J. B. S. St-AMAND, secrétaire.

Feuilleton de l'Abeille.

ROMEO ET JULIETTE (Suite.)

Il n'est passé en France, depuis tantôt un demi-siècle, tant de choses étranges, depuis tant de drames effroyables, que l'on s'étonne, en y songeant, qu'il y ait encore des imaginations assez fortes pour *désespérer* de la vie, et l'idée de contribuer au *charivari* du jour par un suicide personnel, en refusant *sans miséricorde* les billets présentés par les *pauvres marchands*; il est immonde plus facile d'accuser son semblable, que de lui faire un acte de justice et avec connaissance de cause. Les accusations gratuites, qui (sont toujours la conduite et la réputation des *honnêtes*; et ceux qui se disent l'organe de l'opinion publique devraient avant que de se mettre à la tête contre qui que ce soit, peser dans la balance de l'impartialité, les faits non avérés, et les motifs qui ont pu les produire, même dans le cas où ils seraient coupables. Ainsi, dans le cas présent, que le fermier ait refusé les billets de banques ou des municipalités dans l'intension de les dévorer ou par défiance de leur valeur réelle, mais le fermier sa serait trouvé dans l'impossibilité de fournir le change et ses fermiers, ses propriétaires, auraient fait face à ce payement bientôt. Le fait d'accuser *gratuitement* et *à quelques marchands sans leur payer* est un des traits marquans de l'époque actuelle. Que la foule de la halle reste de la petite somme qu'elle en peut obtenir jusqu'à celle des billets, il n'y a rien de fermier, mais jamais un honnête marchand, il ne pourrait le faire envers les autres, sans en encourir de plaintes, des réclamations et des arrêtés dans les journaux, qui ne lui auraient, convoulu éviter, de même que l'abus qui en résulterait, contre les intérêts, de ne voir accablé de billets et dans l'impossibilité de fournir le change et son capital particulier pourrait faire face à ce payement. Bien que l'économie que demande son capital avec le corporation. Il suffit de considérer les petites quantités qu'on paie par etale au fermier pour connaître tout ce soit, marchande qui n'a pas de disposition, barres pour l'échange, quand il n'a, à sa disposition, et de banque si l'habitat de monnaie, et les mêmes, bien, il se trouve sous l'influence de la détresse générale et qui ne puisse fournir de la petite monnaie ou des moyens adaptés aux circonstances pour le change en détail des billets, de tant d'égards de la halle, et cela journellement, le fermier se tire d'affaire par, car il est assez bien d'y jeter le discrédit que de mériter cette accusation; et le public, il l'espère du bon sens, rejettera l'impression peu favorable que ces injustes gitats pourraient avoir laissé courir.

LE FERMIER de la halle aux légumes.
Ire Municipalité.

Au fermier de la halle aux légumes.

En insérant ici la lettre du fermier de la halle aux légumes, en réponse à notre article sur les *Banc* municipaux, nous croyons devoir faire observer à ce citoyen que nous n'avons rien hasardé, en disant qu'il avait refusé des bons municipaux. Cette assertion peut être justifiée par un témoignage hors de toute contestation; et que voyons avec peine que M. le fermier cherche à se soustraire au change au public sur nos intentions, et qu'il paraît semblant d'imaginer que nous cherchions à nous faire le moindre tort. Nous n'avons nullement prétendu, ni qu'il dût faire de crédit, ni qu'il dût faire de perte monnaie sur les billets; mais avons répondu qu'il a refusé des *Bons* municipaux; et nous en avons connu qu'il était tout à fait dans les marchands de l'approsent du public, et le fermier de la halle aux légumes, sait lui-même.

Il va paraître que le fermier de la halle aux légumes subdivisés en assez petites valeurs; et si on veut que le public y mit un peu de bonne foi, il faut qu'il puisse les faire passer; or, dans quelques maisons, autres que celles des gens qui perçoivent, nous de la ville? C'est là toute la question; ce n'est pas une attaque personnelle contre quelqu'un que nous est absolument inconnu; c'est tout bonnement, l'énonciation d'un fait qui mérite attention; car, si l'on discréditait le papier municipal, le bienfait de la mesure serait perdu; et si les fermiers ne voulaient recevoir que de l'argent il faudrait, qu'à son tour le trésorier de la ville ne reçût d'eux que de l'argent; afin d'éviter l'agiotage qui pèse plus ou moins lorsqu'il est rare.

D'ailleurs, le fermier ne pourrait-il pas, à l'exemple de tous ceux qui tiennent des comptes, émettre de bons sous son nom, qu'il recevrait en paiement des droits qu'il perçoit, en remboursérait soit en bons de municipalités ou en billets de banques?

CONSEIL DE LA MUNICIPALITE No. 3.

Séance du jeudi 29 juin 1837.

Le conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Le secrétaire ayant appelé les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent ceux de Davignenaud, Marigny, Bertrand, Kilshaw, Maudict, Prévost et Montamat.

Après lecture et approbation du journal de la séance précédente, lecture a été faite d'un message du maire en date de ce jour. Il y est question de la nécessité de renvoyer à la considération ultérieure du conseil, une ordonnance adoptée en la séance du 22 du courant ayant pour objet de confirmer le rapport que l'année 1827 qui autorisait le trésorier de la 3me municipalité à souscrire pour $250,000 d'actions au fonds capital de la compagnie de navigation du lac Borgne et l'émission des fonds payables à vingt ans de date pour devoir être fournis à cette compagnie pour le paiement de la dite souscription.

Le conseil a perçu à propos tant les observations du maire dans l'adoption de la résolution susdite, passée le 22 du courant.

Messrs Kilshaw et Bertrand ayant voté contre la motion faite de persister, ont déposé leur vote comme suit:

M. Kilshaw. "Je vôte contre la motion de persister, parceque je suis d'opinion, que l'émission des billets de crédit autorisée, et que la 3me municipalité et le bonrd de cette municipalité et le commencement de la fouille du canal de vraient être différés jusqu'à ce qu'un tems plus prospère que le présent, et que l'estimation du coût du dit canal ne bien audessous de la dépense réelle.

M. Bertrand. "Je vôte contre la motion de persister, par ce qu'il n'existe aucune clause d'ordonnance ou qui fixe l'émission des bonds, ou qui limite le montant de ces émissions, lorsque la 3me municipalité et le bonrd de cette municipalité seront obligés de payer à la compagnie du lac Borgne, 6 pour cent par an d'intérêt, sans en retirer aucun profit."

Lecture a été faite d'une lettre de M. J. F. Pépin, secrétaire de la compagnie d'améliorations du faubourg Franklin, relative, au canal qui a été tracé sur la rue Roman et qui devait se terminer au lac Pontchartrain, et qui est décidé à ne point continuer les travaux de cette compagnie pour le paiement de la dite souscription. Le conseil a perçu à propos d'ordonner l'impression de cette lettre.

Sur la question de l'adoption, l'appel nominal demandé par Mr. Montamat a produit le résultat suivant:

Mrs Davisenard, Marigny, Bertrand, Kilshaw et Maudict, ont voté dans l'affirmative. 5 ont voté Mr. Prévost et Montamat dans la négative.

M. Kilshaw a présenté une ordonnance dont l'objet est de faire élargir la levée; cette ordonnance a été mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Sur motion de M. Kilshaw et après dispensation des règles,

Résolu que le voyer est autorisé à acheter de M. Turner, pour la somme de cinquante piastres, certaines marches en ma'on qui bornent par un et qui sont maintenant employées pour la construction du marché Washington; pourvu que lesdites marches soient bien conditionnées et qu'elles soient jugées par le voyer nécessaires à la municipalité; et pourvu aussi que le prix du tout complet, n'excède pas la somme de $250, ou tel autre prix qui pourra être fixé par le conseil.

M. Livingston est d'opinion que dans le cas où l'achat aurait lieu, le voyer n'en certifiera le montant qu'après en avoir été légalement mis en possession.

Sur motion de M. Kilshaw et, après dispensation des règles,

Attendu que les travaux publics d'une importance majeure ne peuvent être entrepris pendant ce temps de chaleur accablante,

Il est résolu que ce conseil s'ajourne jusqu'au second lundi prochain, à 6 heures de l'après-midi; que l'ajournement est néanmoins sujet à être annulé par la proposition et résolution subséquente d'un des membres; et que, conséquemment, le conseil s'est ajourné conformément à l'ordonnance ci-dessus.

Pour copie conforme.
J. B. S. St-AMAND, secrétaire.

Banque de la Mobile.

Etat de la Banque de la Mobile, le 1er. Janvier 1837.

RESSOURCES.
Fonds capital payé, 1,500,000
Billets en circulation, 987,289
Dépôts individuels, 264,821
Ce qu'elle doit aux autres banques, 281,406
Total des responsabilités, 2,837,936.
Ressources: $1,500,000
Espèces, 2,951,869
Billets escomptés et traites achetées, 58,941
Ce qu'elle doivent les autres banques, 2,168,782
2,837,936
Balance en faveur de la banque, 336 765

Banque des Planteurs et Négocians.

RESSOURCES:
Fonds capital payé, 1,731,990
Billets en circulation, 300,385
Dépôts individuels, 111,099
Ce qu'elle doit aux autres banques, 178,300
Total des responsabilités, 2,341,684
RESSOURCES:
Espèces, 100,185
Billets escomptés et traites achetées, 2,089,529
Ce qu'elle doit aux autres banques, 52,657
Total des ressources. 2,235,371
Déficit de Responsabilité, 2,411,684
106,313
Aucun compte n'a été rendu depuis que cette et de la valeur actuelle de la banque en construction.

Liste des arrivages et départs à Tampico,
Du 1er. Janvier 1836 au 31 décembre 1836.

ARRIVAISES

	Entré	Tons.	Envois. $
Bât marchande anglaise,	2	256	40,000 00
Paquebots do	17	—	122,300 00
Bat. mexicains,	47	3109	225,400 00
Américains,	56	5565	1,203,400 00
Français,	6	720	220,000 00
Prussien,	1	599	105,000 00
Suédois,	2	227	50,000 00
Danois,	1	60	10,000 00
TOTAUX,	135	10,575	2,158,600 00

DEPARTS

	Partis	Tons	Envois.
Bat. marchands anglais,	2	256	40,300 00
Paquebots,	17	—	4,316,785 4
Bat. mexicains,	48	2958	67,403 00
Américains,	47	4529	2,926,700 00
Français,	6	707	204,000 00
Hardes,	3	438	3,500 00
Suédois,	2	227	12,700 00
Danois,	—	—	—
TOTAUX,	125	9735	7,547,988 00

Célébration du 4 Juillet.—Le comité d'arrangement nommée à l'assemblé du publique tenue au Merchants' Exchange, le 16 de ce mois, a l'effet de prendre des dispositions pour célébrer le prochain anniversaire de notre Indépendance Nationale, est heureux de publier le programme suivant de la procession qui doit être formée le 4 juillet, rue du Canal, au bout de la rue Royale, pour se mettre en marche à la réception du signal: suivra la rue Royale jusqu'à la rue Ste. Anne, remontier cette rue jusqu'à celle de Chartres, aurive-cette rue jusqu'à celle du Canal, passer de là par la rue du Camp jusqu'à la rue Ste. Anne, descendre ensuite jusqu'à la rue St. Charles, et se rendre ensuite jusqu'à l'église du Rév. M. Clapp, où aura été préalablement compris et sa position et le caractères des deux jeunes gens. On peut pourtant il tenta de les séparer. Mais ce fut en vain: aucune objection mais on visage triste ou une telle douleur que le comte ne donna sent aussi à son projet. Un jour c'était par une tâche matinée de printemps, le parfum des feuilles, le peut de ces quelques jeunes filles qui passaient en chantant en de la rêve qui s'étend partout, cette odeur, le murmure de la nature exhale, et qui se jette sur les sens, les excite, les trouble, et pousse la jeune fille à aimer, à aimer autour d'elle! Mais, dans un bosquet avec Julien il fallut prêt Marie, il la tenait palpitante sous ses baisers. Marie était celle qui pour la première fois, l'appelait son amie, et qui, s'élançant d'un bond hors du bosquet, l'entraînait, tout joura il ne reparut pas. Desgarde avait tout vu. Tout sur le point de se précipiter sur Julien et de le punir de ses audaces, il était retenu vingt fois. Il avait été témoin du courage de Julien. Du ce jour il lui vota une reconnaissance éternelle. Cependant il ne pouvait un moment ont ces deux hommes ensemble. On prenait que l'un des deux dut de trop sur la terre. Un instant la pensée du duel s'offrit à leur esprit, mais l'influence sympathique qui les liait à leur insu, les en détourna d'abord. Après une conversation dont le début fut menaçant, le mari et l'amant se jetèrent dans les bras l'un de l'autre en versant des larmes années: maîtresse tous les deux, car depuis ce jour de Marie que le maître. Puis son ame, l'autre au beauté, et tous deux voyaient dans leur rival un obstacle à jamais invincible. Il se quittèrent enfin, et Julien, en rentrant chez lui, trouva sa femme frappée subitement d'une attaque de nerfs. Il y passa un long temps, et quand Marie partit fut près, il devint irrésolu.

Le comte Delagarde habitait l'été un château qu'il possédait dans une province éloignée de Paris. Là il avait toujours vécu, à l'exception de quelques courts séjours en cet été, particulièrement de la petite ignorait, démontrer de la manière la plus plausible, que la présence de Julien était nécessaire auprès de lui, à laquelle il n'était pas facile de se soustraire. Ne faisait que quelques jours, et encore pour peu de temps, et parmi d'autres plaisirs, l'on improvisa pour chasse, l'ennui un théâtre de société. L'on joua plusieurs pièces. Le tour de *Romeo et Juliette* vint à son tour.

Le comte Delagarde, qui n'a pas fait monter à grande frais et à grande peine, Marie devait jouer Juliette et Julien s'était chargé du rôle de Romeo. Ce jour-là la pièce ne fut que médiocrement jouée. Marie y avait toujours belle et nouvelle compagne. Depuis quelques jours le jeune Julien était un peu plus pâle que d'habitude, et ses yeux, ordinairement si brillans, avaient perdu de leur éclat. Marie, qui ne pouvait s'empêcher de remarquer ce changement, en fut vivement émue. Cela est sûr, elle ressentit pour Julien un de ces mouvements de pitié qui, dans le cœur d'une femme, ne sont que les avant-coureurs de l'amour. Elle lui adressa quelques mots de consolation, et, dans le courant de la soirée, elle lui fit entendre qu'elle le recevrait le lendemain de bonne heure. Julien ne se le fit pas dire deux fois, et, le lendemain de bonne heure, il était à la porte de Marie. Il la trouva seule, et, pendant quelques instans, ils causèrent de choses indifférentes. Julien, qui était venu dans l'intention de tout avouer à Marie, qui était venu dans l'intention de lui dire qu'il l'aimait, qu'il ne pouvait vivre sans elle, qu'il allait mourir, ne put prononcer un seul mot. Il était à ses genoux, il tenait une de ses mains qu'il couvrait de baisers, et il était resté dans cette position pendant plus d'une heure, sans avoir prononcé une parole. Marie, qui ne pouvait s'empêcher de remarquer cette conduite, en était fort étonnée, et elle ne savait que penser de cette muette adoration. Enfin, elle se souleva avec peine et, regarda longtemps avec une ineffable expression de douceur et de pitié. Il n'y eut pas dix mots de prononcés durant cette scène et cependant elle fit grand bien à tous les deux. Marie et Di Legarde s'aimèrent comme auparavant, avec plus de confiance. Ce fut quelque temps après que Marie rencontra Julien de Ravenel.

Le lendemain du bal, Julien se rendit chez la comtesse. Au moment d'entrer son cœur battait avec force. Il fut sur le point de s'arrêter et de rebrousser chemin. Certes on n'était point chez lui timidité! Julien avait une trop haute idée de lui-même pour se trouver déplacé nulle part. Mais enfin il lui fallut prendre une minute avant qu'il se décidât à franchir le seuil de l'hôtel Delagarde.

Julien et Marie s'aimèrent. Le temps ne manqua pas à leurs amours, et je ne m'appesantirai sur les détails d'une passion qui fut fé